

Le Liban plonge seul dans la crise

Analyse

Alors qu'ils espéraient une aide de la communauté internationale face à la crise, les Libanais se sentent abandonnés. Certains voient dans le pouvoir du Hezbollah la cause de l'isolement du pays, lequel a surtout perdu de son importance stratégique dans la région.

- Anne-Bénédicte Hoffner,
- le 04/08/2020 à 09:07
- Modifié le 04/08/2020 à 12:00

Lecture en 5 min.



Des enfants ramassent des déchets dans les poubelles de Beyrouth, le 9 juillet 2020. Bilal Jawich

La « *neutralité* » serait-elle le remède aux maux du Liban ? Lancée début juillet par le cardinal Bechara Raï, l'idée n'en finit plus d'alimenter les débats, dans un pays en faillite et à l'affût de la moindre corde de rappel. « *Aujourd'hui, le Liban s'est isolé du monde entier, ce n'est pas notre identité. Notre identité est une neutralité positive et constructive : pas un*

Liban guerrier », répète, depuis, le patriarche des maronites, qui rêverait d'une neutralité « déclarée », voire « garantie » par l'ONU. En cessant de « s'impliquer dans la politique des axes régionaux et internationaux » comme de subir « leurs ingérences extérieures », le Liban – il en est convaincu – retrouverait la maîtrise de son destin et le soutien de la communauté internationale.

La proposition a tout du vœu pieux dans une région en ébullition, otage de la rivalité entre l'Iran et les États-Unis, et incapable de surmonter ses clivages confessionnels. Mais elle a de quoi séduire dans un pays autrefois cajolé par les puissants de ce monde, aujourd'hui réduit au rang de bateau ivre dans une mer déchaînée. Derrière l'effondrement de la livre libanaise, l'envolée des prix, le manque de farine comme de fioul, le délabrement des hôpitaux, les Libanais savent que se cachent des décennies de mauvaise gestion, de corruption, de clientélisme.

Les vieux clivages sont de retour

Alors que le soulèvement populaire entamé le 17 octobre portait une demande de « citoyenneté » au-delà des appartenances partisans et confessionnelles, les vieux clivages font leur retour. « En particulier, la question du surarmement du Hezbollah, qui était ces derniers temps un peu comme l'éléphant dans la chambre à coucher », observe Karim Émile Bitar, chercheur associé à l'Iris.

Pour beaucoup, l'emprise acquise par le « parti de Dieu » et son allié iranien sur la politique libanaise explique le blocage actuel : la paralysie du gouvernement, l'échec des négociations avec le Fonds monétaire international (FMI), l'attentisme des pays du Golfe comme des États-Unis. Pour sortir de la crise, une seule solution : renouer avec les idéaux du pacte national conclu lors de l'indépendance du Liban en 1943, qui – tout en reconnaissant son identité « arabe » – consacrait sa « souveraineté » et le plaçait à égale distance de la France et du monde arabe.

Cette position entre Orient et Occident a fait la fortune de ce petit pays parfois qualifié de « Suisse du Moyen-Orient », devenu une sorte d'« entrepôt régional, bénéficiant financièrement et politiquement de son accessibilité économique et de ses bonnes relations

régionales et internationales », résume Michael Young, sur le blog du Centre Carnegie pour le Moyen-Orient.

Les Libanais concurrencés et abandonnés

Hélas, ce minuscule vestige de l'empire ottoman a perdu de sa centralité. « *Le pays est devenu périphérique dans l'économie mondiale* », analyse le géographe Fabrice Balanche. « *Depuis la guerre civile, de 1975 à 1990, qui a désorganisé ses transports et ses circuits financiers, les banques de Beyrouth sont court-circuitées par celles de Dubaï ; son port par Djeddah, en Arabie saoudite.* » Non sans mal, les Libanais ouvrent les yeux sur leurs fragilités dans la crise : concurrencés dans leur rôle de « hub » régional ou mondial, abandonnés par ceux-là mêmes qui ont fait sa richesse.

« *Les Libanais croient toujours que quelqu'un viendra les sauver parce qu'ils parlent anglais ou français, parce qu'ils s'habillent bien ou parce qu'ils abritent des réfugiés. Mais ils vivent sur une autre planète* », assène Joseph Bahout, futur directeur de l'Institut des affaires publiques de l'American University à Beyrouth. Il se dit convaincu que « *la plupart de leurs voisins ne bougeront pas le petit doigt* », et même que « *certains se frottent les mains* ».

Alors que le Liban a longtemps été ce pays « *sur lequel toutes les puissances rivalisaient et voulaient mettre la main, les différentes factions libanaises en sont réduites à courir le monde pour faire jouer leurs contacts* », constate l'historien Pierre Grosser. « *Mais aucun pays n'a l'envie ou les moyens de faire le chèque magique qui épongera les dettes et remettra le navire à flot.* » Même la France, alliée indéfectible, généreuse pourvoyeuse de fonds européen sous Jacques Chirac, est décidée à ne plus rien déboursier sans contrepartie.

Entre « résistance nationale » et « neutralité »

À Beyrouth les 23 et 24 juillet, le ministre des affaires étrangères Jean-Yves Le Drian a fermement appelé les autorités à engager enfin les réformes « *attendues depuis trop longtemps* », en particulier l'audit de la Banque du Liban, la restructuration du secteur de l'électricité et celle du système judiciaire. « *Sans réformes, nous n'accorderons aucune aide à un système fait d'incompétences, de corruption et de manipulations* », a insisté à sa suite le député du Morbihan, Gwendal Rouillard, qui accompagnait la visite.

Symbole de l'impasse actuelle, l'homologue libanais de Jean-Yves Le Drian, le diplomate Nassif Hitti, a démissionné, lundi 3 août, constatant ses désaccords avec un gouvernement incapable d'enclencher ces réformes. Et d'appeler de ses vœux « *des esprits créatifs, une vision claire, des intentions sincères, une culture d'institutions et d'État de droit* ».

Même l'argument des conséquences en chaîne d'un effondrement du Liban ne convainc guère les connaisseurs de la région. « *Si la communauté internationale a soutenu le Liban jusque-là, c'est pour éviter l'effet domino. Maintenant que Bachar Al Assad a gagné en Syrie, la stabilité du Liban n'est plus aussi indispensable* », avance Fabrice Balanche.

Aux yeux de ce spécialiste, Israël est sans doute – avec Chypre qui pourrait voir affluer une partie du million et demi de réfugiés syriens au Liban – « *le pays le plus inquiet* » devant l'hypothèse d'un chaos, synonyme de « *montée en puissance des milices, du Hezbollah en particulier* ». Tel-Aviv se démène pour obtenir d'ici fin août une renégociation du mandat de la Finul – la Force de maintien de la paix de l'ONU déployée dans le sud du Liban – afin d'« *étendre ses pouvoirs de contrôle sur les stocks d'armes cachés du Hezbollah* », reconnaît un diplomate israélien.

Les affrontements récents au Sud-Liban ont démontré une fois de plus le potentiel de tensions de cette frontière : l'armée israélienne a accusé « *d'infiltration* » des combattants du Hezbollah qui s'étaient juré de « *répondre* » au meurtre de l'un des leurs à Damas, entraînant ce que le premier ministre libanais a qualifié de « *dangereuse escalade militaire* ».

Dans ce contexte tendu entre partisans d'une « *résistance nationale* » portée par le Hezbollah et défenseurs d'une « *neutralité* » en forme de « *distanciation* » à l'égard de l'Iran, se profile une date cruciale : vendredi 7 août, le Tribunal spécial pour le Liban doit rendre son jugement dans le procès des assassins de l'ancien premier ministre Rafic Hariri. Quatre hommes sont accusés d'avoir organisé l'attentat qui l'a tué le 14 février 2005, tous suspectés d'être liés au Hezbollah.

La France soutient les écoles

Lors de sa visite officielle à Beyrouth, les 23 et 24 juillet, le ministre français des affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, a annoncé une aide de 15 millions d'euros aux 52 établissements francophones homologués et conventionnés du pays dès la rentrée de septembre.

Il a aussi annoncé la création d'un fonds de 2 millions d'euros pour les écoles chrétiennes francophones du Moyen-Orient, en particulier du Liban. Ce « fonds Personnaz » – du nom de l'auteur d'un rapport sur le sujet – sera abondé par l'État français, l'association L'Œuvre d'Orient et différents mécènes.

Un « *manifeste pour la sauvegarde des écoles chrétiennes du Liban* », lancé par le Comité de sauvegarde des écoles du Liban, créé par trois ONG françaises jeudi 9 juillet, circule sur les réseaux sociaux et a recueilli déjà plus de 3 000 signatures.